



Quoi de neuf dans Grain de sel?

Le numéro 1 de *Grain de sel* a été bien apprécié : articles intéressants, mise en page agréable, facilité de lecture... Pour autant, bien des choses sont à améliorer. D'abord, certains d'entre vous se sont plaint avec raison de recevoir si tard le journal. La mise en route de l'Inter-Réseaux a été plus longue que prévue, entraînant un retard pour la conception du numéro 1 (sans compter les délais d'envoi très longs dans certains pays). Mille excuses à tous ces lecteurs. Promis, juré, les prochains *Grain de sel* sortiront de façon régulière (en octobre et décembre).

Des lecteurs nous ont reproché une présentation un peu triste. D'autres ont regretté un manque de diversité des sujets traités. Voilà pourquoi ce n° 2 s'ouvre avec quelques nouveautés. Fini le noir et blanc ! Une couleur d'accompagnement est présente tout au long des 24 pages. Une présentation plus aérée doit permettre au lecteur de mieux se situer.

Trois nouvelles rubriques font leur apparition.

- Le dossier bien sûr (dans un numéro sur deux) : en une dizaine de pages, nous présentons les principaux aspects d'un enjeu pour ouvrir le débat.
- Dans ce numéro, une page "en débat" sur ce qui se dit dans un colloque, une rencontre.
- Et en fin de journal, des extraits de la presse présentant des informations peu connues, des points de vue originaux.

Pour toutes ces nouvelles rubriques, n'hésitez pas à nous communiquer vos réactions. D'autant plus que nous avons d'autres projets pour les numéros à venir. A suivre... En attendant, bonne lecture à tous !

Vivriers locaux : couvrir la demande

Le 22 mai à Paris, une trentaine de personnes participaient à la réunion de lancement du groupe de travail de l'Inter-Réseaux "Reconquête des marchés vivriers¹".

Avec l'augmentation de la population et de l'urbanisation, la progression de la demande en produits vivriers peut contribuer à tirer la croissance agricole. Cependant, le secteur agricole est-il en mesure de répondre à cette demande ? Les années 70 et le début des années 80 ont été marquées par un recours grandissant aux importations alimentaires (riz, blé...) interprétées comme l'incapacité des agricultures à satisfaire les besoins nationaux. Ces importations se sont infléchies depuis et ne correspondraient plus, d'après l'étude Waltps (2), qu'à environ 10 % de la consommation alimentaire d'Afrique de l'Ouest. A long terme, l'approvisionnement des marchés vivriers par les produits locaux n'est pas automatique et ceux-ci devront répondre à au moins trois catégories de critères.

Tout d'abord celui de la disponibilité qui n'est pas garantie pour de nombreux produits. L'objectif prioritaire de beaucoup de producteurs demeure l'autosubsistance, la mise en marché répondant plus à des

Faites connaître vos expériences!

Face aux problèmes d'organisation des filières vivrières, émergent des initiatives de contractualisation commerciale entre producteurs et autres opérateurs. Des formes de concertation réunissant différents agents se mettent en place pour faciliter l'approvisionnement des marchés locaux. Le repérage de ces expériences va constituer l'une des activités du groupe dont les conclusions seront valorisées par des publications et des rencontres.

Envoyez vos témoignages à *Benoît Vergriette, Solagral, 11 passage Penel, 75018 Paris. Fax 4251 1829. Email: solagral@filnet.fr*

contraintes monétaires qu'à des logiques commerciales. La stabilisation des prix des vivriers, la diversification des productions et des revenus monétaires sont des pistes à encourager en prenant en compte le degré d'insertion dans les marchés et l'accès aux ressources (foncier, équipement...). Le fonctionnement et l'organisation des circuits de distribution jouent un

grand rôle dans l'approvisionnement régulier des marchés urbains.

Ensuite, la question du prix de ces produits. En renchérissant le prix des vivriers importés, la dévaluation du Fcfa devait faciliter un report de la consommation sur les produits locaux. Généralement, les prix du riz et des vivriers locaux transformés ont évolué de manière parallèle: la question des coûts de transformation demeure donc essentielle. En revanche, et partout dans les pays de la zone cfa, pour une même quantité de riz, on peut obtenir aujourd'hui davantage de manioc.

Plus globalement, Blaise Leenhardt a indiqué que la hausse des prix des produits vivriers a été, depuis la dévaluation, supérieure à l'indice général des prix. Ceci signifierait une progression du pouvoir d'achat des ruraux, à la différence des urbains. Ces conclusions ont suscité un vif débat parmi les participants: les producteurs ont-ils réellement vu leurs revenus s'améliorer? Si oui, lesquels et à quoi ont-ils affecté ces revenus? Autant de questions à approfondir...

Enfin, l'essor des filières vivrières dépend pour beaucoup de la qualité des produits offerts à la consommation. La valorisation des produits locaux imitant des importations (pain et pâtes avec céréales, purée d'igname...) n'a connu qu'un succès relatif. En revanche, le marché des produits traditionnels transformés (foutou, atiéké...) est un levier important pour le développement de ces filières, à condition de veiller aux besoins et exigences des consommateurs. A noter que la dévaluation a entraîné une baisse qualitative de l'alimentation (diminution de la consommation de viande et de légumes), voire une dégradation de la situation nutritionnelle de certaines populations urbaines - par exemple, les enfants de Cotonou ■

Benoît Vergriette

1. Interventions de S. Sneh (Club du Sahel), P. Moustier (Cirad-Flor), B. Leenhardt (CFD) et N. Bricas (Cirad-Sar). Compte rendu disponible auprès de B. Vergriette.

2. West Africa long term perspective study (étude menée avec l'appui du Club du Sahel).